

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

LA PREMIERE CONFERENCE ARABO- AFRICAIN S'EST CLOTUREE MARDI AU CAIRE

• Flamanville

Les gendarmes mobiles sur le chantier de la centrale nucléaire

Mardi matin, un escadron de gendarmes mobiles a pénétré sur le terrain où EDF doit implanter une centrale nucléaire, en bordure de mer, à Flamanville (Manche) sur la côté Ouest du Cotentin.

Depuis un mois, les opposants à la construction de cette centrale empêchaient les accès de la route aux engins chargés de procéder aux premiers travaux de dérochage. Ils avaient arraché la clôture délimitant le terrain.

C'est pour permettre le démarrage de travaux que le préfet a pris la décision de faire occuper le terrain par les forces de répression, ce qui soulève de vives protestations.

Les mesures du gouvernement «en faveur des familles»

UNE OPERATION DE RACOLAGE ELECTORAL

Le Conseil des ministres qui siégeait mercredi a adopté une série de mesures concernant la politique du gouvernement «en faveur des familles». Le fait que ce soit le président de la République qui ait tenu à présenter ces décisions marque le caractère de racolage électoral de l'opération.

Giscard a affirmé que le souci du gouvernement était d'établir «un statut social de la mère de famille» qui assurera à celle-ci «un certain nombre de protections et de droits».

L'examen des mesures annoncées en grande pompe montre bien leur caractère dérisoire et profondément démagogique.

La première vise à remplacer cinq allocations antérieures (dont le salaire unique, l'allocation de la mère au foyer et les frais de garde)

par une allocation unique, qui, dans le meilleur des cas, ne dépassera pas 340 F. Encore sera-t-elle seulement accordée aux mères ayant un enfant de moins de trois ans ou plus de trois enfants à charge, sous certaines conditions de ressources.

(Par exemple un ménage dont les deux salaires atteignent 3 300 F ne touchera rien s'il a un enfant de moins de trois ans à charge, rien non plus s'il a deux enfants). (Suite p. 3)



Les femmes du peuple ne se laisseront pas tromper par les promesses démagogiques.

Dans nos articles précédents, nous avons déjà souligné l'importance de la première Conférence arabo-africaine qui vient de se terminer au Caire.

Elle a marqué un grand pas dans le processus d'unification de l'ensemble du tiers monde.

De «Rouge» à l'«Aurore», les commentaires de la presse bourgeoise et pro-impérialiste étaient unanimes à la veille de la Conférence du Caire.

Celle-ci, présentée comme une mendicité des pays africains auprès des pays arabes, serait un échec.

Il suffit pour s'en convaincre, de rapprocher les articles de ces deux journaux dans leurs éditions de samedi dernier :

«Les bailleurs de fonds arabes, déjà préoccupés du sous-développement dans leur pays, se refusent à prendre en charge le développement économique d'un continent qui comprend un nombre très élevé de pays pauvres».

(l'Aurore). «On voit mal comment les pays arabes riches en pétrole et qui disposent de surplus monétaires (ce qui n'est pas le cas de l'Algérie et de l'Irak, engagés dans de vastes plans de développement) joueraient à gain perdu les bailleurs de fonds. (Rouge)

C'était là un point de vue tout à fait logique, ou du moins logique dans une optique impérialiste qui ne peut concevoir les rapports entre États qu'en termes de profits et de rentabilité.

Or, les faits sont les faits. La première conférence arabo-africaine qui s'est terminée mardi soir au Caire, a apporté un flagrant démenti à tous ces prophètes réactionnaires et a montré qu'aujourd'hui, plus que jamais, l'heure était à l'établissement de nouveaux liens entre les pays du tiers monde et à l'unité contre toute forme d'oppression coloniale et impérialiste.

Certes les pays arabes ont décidé de donner de l'argent aux pays africains, beaucoup plus, même, que ces plumitifs s'y attendaient. Mais ces crédits sont, pour leur quasi-totalité, versés soit sous forme de dons purs et simples, notamment pour les mouvements de libération, mais également pour les pays d'Afrique, soit sous forme de prêts au développement consentis aux taux des organisations internationales, c'est-à-dire entre 1 et 3 % d'intérêt par an, ce qui est beaucoup moins que l'inflation mondiale. (Suite p.2)

Elections municipales

Communiqué du Bureau politique du PCMLF

Les dimanche 13 et 20 mars prochain auront lieu les élections municipales. Jamais sans doute pareil battage n'aura été fait autour de ces élections : tous les partis de la bourgeoisie leur accordent une grande importance parce que les municipalités représentent un élément de l'appareil d'Etat, un élément du pouvoir et surtout parce que les «municipales» cette année préparent à bien des égards les législatives de 1978 : n'entend-on pas dire d'ailleurs que ces «législatives» pourraient être anticipées. Autrement dit, l'enjeu des «municipales» dépasse largement la désignation de conseils municipaux ; il est un affrontement pour savoir quelle clique gèrera la société capitaliste, quelle politique la grande bourgeoisie adoptera.

Dans ces conditions, les marxistes-léninistes de France appellent les ouvriers, les petits paysans, les employés et tous les travailleurs à l'ABSTENTION pour refuser aussi bien le Plan Barre que le Programme commun !

Dans notre pays, la bourgeoisie utilise depuis près de deux siècles l'électoratisme comme un moyen de mystification des masses, cherchant à leur faire croire que les solutions peuvent sortir des urnes de sa démocratie. Or, jamais une élection n'a permis de balayer les exploités. C'est pourquoi, même si nous comprenons ceux qui veulent voter «nul» lors du prochain scrutin, nous pensons que la seule position conséquente et nette consiste à s'abstenir.

En effet, le plan Barre, soutenu par les partis de la «majorité» est un plan d'austérité qui fait porter les conséquences de la crise capitaliste aux travailleurs en aggravant le chômage et la hausse des prix.

De son côté, le «Programme commun», derrière

des promesses démagogiques est purement et simplement un programme de gestion du système capitaliste comme l'ont rappelé à plusieurs reprises, ces derniers temps, les dirigeants du Parti socialiste, Mitterrand en tête. Pour les dirigeants traités à la classe ouvrière qui dirigent le PCF, le Programme commun est un plan de renforcement du capitalisme bureaucratique dans lequel les syndicats se chargeraient de mettre au pas les travailleurs.

Si, aujourd'hui, la bourgeoisie apparaît si divisée sur la solution politique à adopter c'est avant tout parce qu'elle ne sait pas comment freiner efficacement les aspirations et les luttes révolutionnaires des masses populaires.

Ces aspirations et ces luttes ne trouveront leur satisfaction qu'avec le renversement du système capitaliste, qu'avec la destruction de l'appareil de domination de la bourgeoisie sur la classe ouvrière et tous les travailleurs.

Ceux qui parlent d'amélioration des conditions de vie des masses, en refusant l'écrasement du pouvoir bourgeois par les masses populaires mentent.

Tant que ses politiciens, ses policiers et autres bandes armées, ses juges n'auront pas été chassés et remplacés par les travailleurs en armes, ce sera toujours l'exploitation et l'oppression des masses populaires, ce seront toujours les travailleurs qui feront les frais de la crise. Et, par rapport à la situation internationale, ce sera de plus en plus une ligne de capitulation devant les préparatifs de guerre des deux superpuissances et plus particulièrement devant les préparatifs d'agression de l'URSS. (Suite p.4)

GREVES EN GUADELOUPE A L'APPEL DE L'UTA ET DE L'UPG

Depuis un mois, les ouvriers agricoles et petits planteurs guadeloupéens refusent de couper la canne à sucre, en pleine campagne sucrière. Répondant à l'appel de l'UTA et de l'UPG, ils réclament une augmentation substantielle des salaires et du prix de la tonne de canne à sucre pour compenser l'augmentation du coût de la vie depuis 1975 et l'amélioration des conditions de travail.

En riposte, les patrons ont décidé le lock-out des raffineries de sucre.

A l'appel de l'UGTG, le mouvement de grève se développe à travers tout le pays, notamment dans les secteurs du bâtiment et de l'hôtellerie.



A propos du prochain
bi-mensuel

DE BONNES SUGGESTIONS

Nous avons reçu la lettre suivante de la part de militants marxistes-léninistes, au sujet de la parution du bi-mensuel. Elle comporte des suggestions prometteuses. En voici de larges extraits.

Nous avons reçu le quotidien du 1^{er} mars, avec l'important article de Jacques Jurquet et de Suzanne Marty, et nous vous écrivons à ce sujet.

Tout d'abord pour vous exprimer notre accord complet avec les décisions prises au sujet du quotidien (pour les raisons invoquées dans l'article) et notre enthousiasme quant à la création d'un bi-mensuel, ce qui nous permettra sur notre secteur de travail, par la vente militante, de faire connaître notre journal ; jusqu'à présent, ce n'était pas possible

avec la vente unique en kiosque, ou l'abonnement.

D'autre part, pour vous faire une proposition de travail : ce nouveau journal bi-mensuel comportera des articles sur des thèmes définis et réguliers ; nous travaillons actuellement sur le secteur hospitalier Metz-Thionville, et avec votre accord, nous nous engageons à vous faire parvenir pour chaque parution de ce journal (c'est-à-dire tous les 15 jours), des articles sur la santé capitaliste, sur l'hôpital «service public» et des témoignages de travailleurs hospitaliers.

LA JCMLF DE VANNES

Organise un meeting-débat, le vendredi 18 mars 1977 à 20 h 30, salle du CEAS (près du cinéma La Garenne)

NI PLAN BARRE
NI PROGRAMME COMMUN
ACTION RÉVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

Avec des prises de paroles :

- De jeunes du CET de Vannes.
- D'apprentis d'un centre de formation agricole
- Des ouvriers de chez «Le Roux» Muzillac.
- Des étudiants de l'UT en lutte.
- De lycéens, etc.

et une intervention centrale de la JCMLF

- La Commune de Paris, les élections municipales, les positions de la JCMLF sur la situation actuelle.

LES DIKTATS DE BREJNEV A LA BIENNALE DE VENISE

A la biennale de Venise, festival international du cinéma, l'organisateur, Ripa de Meana avait, les années précédentes, présenté des films consacrés à la répression en Espagne et au Chili. Il avait prévu cette année une exposition culturelle et un débat sur les dissidents en Union soviétique.

Cette initiative n'était pas du goût de tout le monde surtout du côté du Kremlin. Brejnev que ce nouveau pavé dans la mare gênait dans sa préparation de la Conférence de Belgrade, multiplia les pressions contre l'Italie et contre cette initiative «contraire aux engagements d'Helsinki».

Il alla jusqu'à menacer

de rompre les relations culturelles Italie-URSS. Devant cette menace, la bourgeoisie italienne céda sur toute la ligne.

Le président de la biennale dut démissionner et le programme fut modifié. Ces attitudes de soumission ne font qu'encourager l'arrogance des sociaux-impérialistes russes. La lutte antihégémonique doit se mener fermement dans tous les domaines y compris sur le front culturel. Ce n'est pas un hasard si l'URSS diffuse en France le film «Je demande la parole», film qui présente le pays des nouveaux tsars à travers des lunettes roses, comme un paradis pour le peuple russe.

JEUNESSE COMMUNISTE
MARXISTE-LÉNINISTE
DE FRANCE.

meeting

VENDREDI 11 MARS
MAISON DE QUARTIER
VILLENEUVE 20100

NI PLAN BARRE
NI PROGRAMME COMMUN
action de la
jeunesse contre
le chômage
la répression et
la réforme Haby-
ssois !



LA PREMIERE CONFERENCE ARABO-AFRICAINE S'EST CLOTUREE MARDI AU CAIRE

(Suite de la p.1)

Ainsi, les gens qui, comme «Rouge», la feuille trotskiste, parlaient des «détenteurs de petrodollars aussi impitoyables que les puissances occidentales» prouvent une nouvelle fois qu'ils ne comprennent jamais rien à la marche de l'histoire et que leur camp est celui de l'impérialisme. On peut dire, aujourd'hui, que la conférence du Caire a été une victoire pour les peuples d'Afrique et pour tous les pays du tiers monde et une cuisante défaite pour l'impérialisme, et en particulier les deux superpuissances qui voient du même coup leurs moyens de pressions économiques réduits d'autant.

Pour en revenir à la presse bourgeoise, qu'elle se dise de «droite» ou de «gauche», ce n'est pas la peine d'y chercher aujourd'hui un réel bilan de la conférence, elle n'en parle pas. Les révisionnistes y consacrent bien un article dans l'«Humanité blanche», mais c'est pour mettre en avant le fait que les pays arabes continueront à acheter les produits africains sur le marché britannique, ce qui traduit une volonté délibérée de masquer un aspect essentiel de

cette conférence qui est l'unité des pays de tout un continent pour prendre en charge ses propres affaires.

Quant aux autres, du «Figaro» à «Libération», ils préfèrent passer sous silence le bilan de la conféren-

ce en ne parlant que de tel ou tel aspect secondaire comme la conférence de presse d'Amin Dada.

Unité contre l'impérialisme et coopération économique

Les chefs de délégation présents au Caire pour le premier sommet afro-arabe, ont adopté avant de se séparer cinq documents définissant les grands principes et les modalités de la coopération entre le monde arabe et l'Afrique.

La «déclaration du Caire» et la «programme d'action» avaient été préparés lors de la conférence ministérielle afro-arabe de Dakar en avril 1976. Ces deux textes soulignent les liens qui justifient la solidarité entre les deux groupes et la volonté de parvenir à l'instauration d'un nouvel ordre économique international.

Le programme d'action réaffirme plus précisément l'attachement des soixante pays au non-alignement, la condamnation de l'impérialisme et leur volonté de renforcer leurs relations économiques, commerciales et techniques.

Les trois documents suivants ont été préparés par la conférence ministérielle qui s'est tenue au Caire avant le sommet des chefs d'État.

La «déclaration politique affirme l'appui total des pays arabes et africains à la «lutte des peuples du Sud et de la Côte dite française des Somalis» ainsi que son soutien à l'unité des Comores. Elle préconise l'accentuation de l'isolement, diplomatique et culturel d'Israël, de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie en accentuant notamment l'embargo pétrolier.

La «déclaration sur la coopération économique et financière» précise que doivent être renforcés les moyens de financement des organismes financiers bilatéraux et multilatéraux contribuant au développement de l'Afrique. Elle a cité à ce titre la banque africaine de Développement (BAD) d'Abidjan ainsi que les fonds nationaux.

Le texte préconise le renforcement des relations commerciales entre le Moyen-Orient et l'Afrique et l'encouragement des investissements techniques et financiers mixtes en Afrique avec l'élaboration d'un système de garantie des investissements.

Il préconise l'étude rapide de quatre projets régionaux d'infrastructures africaines touchant les communications, les télécommunications, la télé-détection des ressources naturelles et la création d'une banque de données.

Le document «Organisation et procédure de la mise en œuvre de la coopération», annonce la création d'une commission permanente paritaire de 24 membres qui se réunira deux fois l'an.

Les chefs d'État se réuniront au sommet tous les trois ans et les ministres des Affaires étrangères tous les dix huit mois.

Comité d'information et de défense des victimes de la répression en Tunisie COMMUNIQUE

Le régime répressif du Parti unique destourien s'apprête à fêter ses 21 ans de pouvoir absolu (20 mars 77).

A cette occasion, les prisonniers politiques de toutes les prisons de Tunisie entament une grève de la faim pour une semaine à partir du 9 mars 1977.

Ils organisent cette grève pour :

1) Protester contre la répression féroce qui s'abat sur les prisonniers politiques.

Ils dénoncent la torture et les conditions désastreuses de détention qui provoquent des maladies graves. Aucun soin ne leur est administré. Sans statut de détenu politique, ils sont à la merci de l'arbitraire de l'administration.

Ils protestent contre la censure de l'administration qui devient de plus en plus sévère (livre, courrier, colis, visite, etc.)

2) Pour exiger une amnistie générale immédiate et inconditionnelle pour tous les prisonniers politiques.

3) En signe de solidarité et de soutien aux luttes du peuple tunisien pour les libertés démocratiques et l'indépendance nationale.

Pour exprimer leur soutien aux dernières manifestations des étudiants et des ouvriers, le 24/2/77 en Tunisie.

A cette occasion, le comité appelle l'opinion internationale à exprimer sa solidarité avec les victimes de la répression en Tunisie, en envoyant des télégrammes de protestation aux autorités tunisiennes à Tunis ou à l'ambassade de Tunisie à Paris, et en exigeant l'amnistie générale pour toutes les victimes de la répression en Tunisie.
Paris le 8 mars 1977

● Grèce

Vingt mille personnes ont manifesté mardi soir à Athènes contre les récentes décisions de la Cour d'appel innocentant des officiers de la police et de l'armée condamnés en première instance pour leur activité durant la dictature militaire en Grèce (1967-1974).

Les manifestants ont en particulier exprimé leur «indignation» pour l'acquittement des 5 principaux responsables de la répression sanglante des événements de l'École polytechnique d'Athènes en novembre 1973.

● Turquie

La rédactrice en chef de l'hebdomadaire Halkin Sesi (La voix du peuple), Mme Leyla Çumbüs a été arrêtée le 9 février 1977 par le tribunal militaire d'Istanbul sur l'ordre de l'État-major des armées.

Mme Leyla Çumbüs est accusée d'avoir publié le rapport de la Commission des droits de l'homme du Conseil de l'Europe sur la répression et la torture

infligée par l'armée turque à Chypre.

● Ethiopie

Des armes ont été récemment remises aux travailleurs de deux entreprises éthiopiennes par le Conseil militaire administratif provisoire (DERG) pour permettre à la révolution de passer de la défensive à l'offensive, rapporte mardi le journal de langue anglaise d'Addis-Abeba «Ethiopian Herald».

L'armement des travailleurs et des paysans répond à l'engagement pris par les responsables du DERG d'armer les masses ainsi qu'à la demande répétée du peuple d'être armé pour pouvoir s'opposer aux contre-révolutionnaires.

Dimanche dernier, six cents travailleurs et responsables de quartiers d'Addis-Abeba avaient reçu des armes des mains du lieutenant-colonel Atanafu Abate, vice-président du DERG. Le lieutenant-colonel est plus spécialement chargé au sein du Conseil militaire de l'organisation de la formation et de l'armement des milices ouvrières et paysannes.

Un intoxiqueur est mort

Avec Marcel Duhamel, c'est un intoxiqueur qui vient de mourir. C'est lui qui a introduit le roman policier américain en France dans les années 30 ; un opium de plus pour le peuple. C'est encore lui qui a fondé la célèbre série noire. Ces romans américains auxquels ont succédé les romans d'espionnage et le héros fasciste SAS.

Tous les journaux ne tarissent pas d'éloge sur ce novateur.

De l'Humanité blanche au Figaro, en passant par «Rouge» et «Libération». Rien d'étonnant à cela, une première génération de héros offerts en exemple était : Arsène Lupin, le «gentleman cambrioleur», plein de bonnes manières. Puis au

moment de la crise de 29, les américains ont créé le «privé» (détective privé) qui agit pour son compte dans les bas-fonds de la société au milieu des truands selon la loi de la jungle. Alors qu'Arsène Lupin, lui, évoluait dans les châteaux anglais.

Ces romans qui peignent les truands et qui prônent la démerde individuelle sont présentés par les révisionnistes comme de grandes fresques du peuple !

Provoquer l'évasion par tous les moyens, détourner les travailleurs du combat, collectif, voilà ce qu'a essayé de faire toute sa vie ce Marcel Duhamel avec sa série noire.

Les héros que les capitalistes proposent aux travailleurs, ce sont des parasites et des flics-truands !

Côtes-du-Nord

Solidarité paysanne contre une expulsion

Le 3 mars, 300 paysans de la région de Guingamp se sont réunis à l'appel des sections de base de la FDSEA, du MODEF et des «Paysans-travailleurs» dans le but de soutenir l'un des leurs qui comparait devant le tribunal paritaire. Un couple de petits paysans avait en effet reçu congé pour 8 des 12 hectares qu'il exploite et cela par le propriétaire qui est cleric de notaire. Le mari a 62 ans. Ils ont encore 2 enfants à charge et lui a été prisonnier pendant 5 ans dans les «bagnes nazis» comme il les appelle.

Après l'attente devant le tribunal nous sommes partis en ville distribuer des tracts d'explication et de sensibilisation car le tribunal ne rendra son verdict que mercredi. Alors on attend.

Correspondant paysan Côtes-du-Nord.

Pollution

Eau courante d'une commune du Haut-Rhin impropre à la consommation

L'eau courante distribuée dans la commune de Chalampe (Haut-Rhin) a été rendue impropre à la consommation en raison d'une pollution chimique de la nappe phréatique.

Les analyses d'eau, dont le goût et l'odeur étaient désagréables, ont relevé, outre la présence de nitrites et de nitrates, un taux de 0,05 milligrammes de cyclohexanol et de cyclohexane par litre d'eau. De Bâle à Chalampe de nombreuses industries chimiques sont susceptibles d'être à l'origine de cette pollution.

Salle de la Fraternité
rue d'Anjou
RÉUNION-DEBAT

le vendredi 11 mars à 20 H 30

organisée par les communistes marxistes-léninistes de
«L'Humanité rouge» de St-Nazaire.

Ni plan Barre !

Ni Programme commun !

Abstention révolutionnaire !

Union, action pour les revendications !

Pour la Révolution socialiste !

Elections municipales dans les colonies

Une seule voie l'indépendance nationale !

Les élections municipales se feront aussi dans les colonies françaises (Réunion, Martinique, Guadeloupe, Guyane, Saint-Pierre et Miquelon, ainsi que Polynésie «française» et Nouvelle Calédonie) puisque la bourgeoisie monopoliste continue de considérer ces territoires comme «français». On sait que dans les colonies françaises, le pourcentage d'abstentions est toujours très élevé, ce qui est une façon pour ces peuples de montrer leur refus du colonialisme et leur volonté d'indépendance nationale.

Face à cette réalité, la tactique des partis bourgeois est particulièrement honteuse. Les pratiques de fraude électorale commencent à être un fait reconnu : on a dès maintenant prévu quel pourcentage de morts on fera voter, quel pourcentage de «citoyens» voteront deux fois, etc. Il s'agit pour la bourgeoisie monopoliste de donner l'impression que la population «aime bien la France et ses institutions démocratiques».

qui ne signifie nullement rupture avec la France»

LA LUTTE DES PEUPLES

Or, ce que veulent les peuples des colonies françaises c'est bien l'indépendance complète, la rupture avec la France. Ils rejettent aussi bien les institutions coloniales dites «démocratiques» que la soi-disant «autonomie» du PCF.



Ce qui veut les peuples des colonies françaises : l'indépendance nationale.

C'est le sens des abstentions constatées chaque fois. Ce que propose en clair le PCF, c'est la poursuite du colonialisme français, mais sous un autre nom. Comme la «gauche» espère arriver assez vite au pouvoir, elle

veut garder les colonies françaises, source de profit énorme. Mais le fait que les peuples veulent l'indépendance nationale et luttent pour cela est une réalité que personne ne peut endiguer.

Procès du MLAC-Aix-en-Provence

AVORTEMENT LIBRE ET GRATUIT

Six femmes, militantes du MLAC, passent au tribunal d'Aix, le 10 mars. Elles sont accusées de tentative d'avortement, exercice illégal de la médecine et de pratiques d'avortements depuis 1975.

Elles risquent 10 ans de prison au titre d'une loi réactionnaire datant de 1920.

Ce sont des travailleuses, trois d'entre elles sont mi-

litantes syndicales. Le 8 mars, 500 femmes ont manifesté et affronté la police devant le Palais de Justice de Paris pour les soutenir. D'autres actions de solidarité ont eu lieu.

On peut envoyer des télégrammes de solidarité à cette adresse : Président du Tribunal correctionnel, auprès du tribunal de grande instance, 13 100 - Aix-en-Provence.

Par ailleurs, le Planning familial vient de publier une enquête statistique et en tire notamment la conclusion suivante : «La contraception reste un privilège de classe, touchant peu de femmes travailleuses». Une preuve de plus que la loi Veil (janvier 75) ne résoud pas tout, loin de là.

La lutte pour l'avortement et la contraception libres et gratuits continue.

• Montpellier

La «gauche» contre le peuple palestinien

Nous avons à plusieurs reprises montré comment les partis de droite comme de «gauche», pour gagner des voix, s'allient aux sionistes et frappent, dans le dos, le peuple palestinien et sa juste lutte pour retrouver sa patrie. Voici un exemple semblable d'après notre correspondant à Montpellier.

C'est Frèche, député PS, qui est tête de liste «Union de la gauche» à Montpellier. Il a raccolé des gaullistes (de gauche bien sûr) ce qui se fait beaucoup maintenant. Mais le gaulliste de gauche de service affiche outrageusement des opinions favorables au peuple palestinien. On l'a même vu à la télé dans des foyers d'immigrés en grève. Comment alors garder les voix des «Pieds-noirs» nombreux à Montpellier et surtout celles des sionistes (le maire actuel a manifesté dans la rue en 72 en

tête d'un cortège sioniste) !

Frèche, avec l'accord du PCF (grand défenseur du peuple palestinien, paraît-il) a fait viré ce gaulliste aux mauvaises fréquentations au profit d'un autre, dirigeant des CDR pendant de longues années.

Décidemment, Frèche et ses amis du PCF n'ont rien à envier à leurs collègues de droite !

Décidemment aussi, les travailleurs de Montpellier n'ont vraiment pas à choisir à quelle sauce ils doivent être mangés.

Une opération de raccolage électoral

(Suite de la p.1)

La seconde crée un congé sans solde de deux ans pour les femmes à la suite d'une maternité. Congé qui, paraît-il ne «suspendra pas le contrat de travail qui devrait reprendre normalement par la suite».

Enfin, il est annoncé, sans plus de précision, que les allocations familiales seront augmentées «ultérieurement».

Mais on restera sans doute longtemps sans en entendre parler une fois franchi le cap des élections municipales.

Ces mesures dérisoires -

qu'est-ce que 340 F supplémentaires - et pas pour toutes loin de là, face à la hausse vertigineuse du coût de la vie. Comment, dans ces temps de chômage accru qui frappe principalement les femmes, imposer aux patrons le réembauchage obligatoire après deux ans d'absence ?) ne peuvent tromper les femmes, les mères travailleuses qui sont parmi les victimes de la politique réactionnaire des monopoles capitaliste. C'est pourquoi, toujours plus nombreuses, elles s'engagent dans la lutte de classe pour en finir avec ce système d'exploitation.

Un nouvel aveu

Un des problèmes qui travaille la «gauche», c'est qu'elle risque de se retrouver un jour majoritaire au Parlement, avec Giscard comme président.

Krivine propose une solution qui peut très bien convenir au PCF et au PS : les organisations trotskistes s'engagent à «susciter par tous les moyens possibles, des mouvements de masse tels qu'il (Giscard) soit obligé à partir», c'est-à-dire mettre la lutte de classe des travailleurs au service de la prise du pouvoir par la «gauche». Voilà ce que cachent (de plus en plus mal) les grands airs de «révolutionnaires» des trotskistes.



• Le Roux - Noyal Muzillac

CONTRE LES LICENCIEMENTS 4 MOIS D'OCCUPATION

Début 1976, Le Roux (Cherpenettes métalliques) comptait 244 salariés à 46 h par semaine. Un an avant le patron avait demandé à tous de laisser 5 % de son salaire (sous forme d'action) pour relever la situation financière, « offre » acceptée par la plupart des travailleurs, non conscients de ce qui leur arrivait.

Il n'y avait pas alors de syndiqués.

Début juin 1976, la situation se dégrade.

Les ouvriers créent une section CFDT et refusent des propositions de reprise par le patron assorties de 40 puis 60 licenciements.

Ils organisent des manifestations, combattives, à Muzillac et dans les communes alentour, à Vannes devant la préfecture, pour faire connaître leur situation et leur position contre tout licenciement.

Le 20 août intervient le règlement judiciaire de l'entreprise. En septembre, les ouvriers font des assemblées générales dans les locaux et une série de débrayages. En octobre, les promesses du patron laissent quelques espoirs, mais tout est clair quand le syndic annonce le licenciement collectif pour le 31.

Le 3 novembre en AG, sur proposition de la section CFDT, (qui a grossi ses

rangs), la grande majorité décide l'occupation avec comme but :

- Refus des licenciements
- Conservation de l'outil de travail
- Droit de vivre et travailler au pays.
- Reprise de l'activité
- Refus de la déportation

On organise l'occupation (en 3/8, équipes de 12 environ). Certains fabriquent dans la journée des pelles, pinces, porte-clés... vendus en soutien à Vannes sur le marché et à la journée portes-ouvertes qui est un succès :

6 000 personnes, ouvriers, agriculteurs de la région y participent. Soirée de soutien, soirée-débat (avec le film « Le sel de la terre »), manifestation devant l'ANPE

sont également organisées.

Le 8 février, pour la venue de Giscard, à Vannes, 1 500 personnes, ceux de Le Roux en tête manifestent et échangent quelques coups avec les CRS. Le repli est demandé par des organisateurs un peu mous.

Sous les banderoles des travailleurs de Le Roux de certaines entreprises du Morbihan, des paysans, de la JCMLF, 700 personnes manifestent le 19 février, empruntant sur 2 km la voie express Nantes-Vannes et bloquant ainsi la circulation. Une motion est adressée au Conseil général de Muzillac et au préfet.

Les slogans sont combattifs : « Non au plan Barre »,

« non à l'État des flics et des patrons », « Unité ouvriers-paysans », « Du travail pour tous, pas un seul licenciement », et l'Internationale est souvent reprise.

Il y a relativement peu de monde, du fait d'un appel un peu « léger » et le blocage de la voie expresse

est relatif car le mot d'ordre n'a pas été exprimé quoique correspondant au désir de la majorité.

Une journée ville morte a eu lieu le 3 mars, le combat continue.

D'après un article rédigé en collaboration avec des ouvriers de Le Roux, à Noyal-Muzillac, des militants de la JCMLF et de l'HR...



Elections municipales COMMUNIQUE DU BUREAU POLITIQUE DU PCMLF

(Suite de la p. une)

Voilà pourquoi il est indispensable de refuser nettement de donner sa voix aussi bien aux tenants du plan Barre qu'à ceux du « Programme commun ».

Les communistes marxistes-léninistes n'ignorent pas que bien des travailleurs veulent à l'occasion des élections manifester leur refus du système. Certains même pensent le faire en votant pour l'« Union de la gauche ». Nous pensons que ces travailleurs se trompent sérieusement, mais nous sommes persuadés qu'un jour ou l'autre, ils se rendront compte de leur erreur.

Il n'y a pas deux voies pour en finir avec la dictature des capitalistes. Il n'y en a qu'une seule, c'est celle de la révolution armée des masses populaires. Rejetons les illusions, préparons-nous à la lutte !

Ni plan Barre, ni Programme commun !
Vive la révolution prolétarienne et le socialisme !

• La Gacilly (Morbihan)

Grève illimitée aux abattoirs

70 salariés, 2 ateliers (« tueries » et désossage), des conditions de travail difficiles.

En janvier, une section CFDT est créée et regroupe une grande partie des salariés.

Depuis 8 jours, c'est la grève avec occupation jour et nuit pour 300 F pour

tous et la révision de la grille hiérarchique.

Le patron, « retour des sports d'hiver », ne veut rien céder.

Les ouvriers sont décidés. Ils prennent contact avec les autres boîtes de la Gacilly et Redon et avec les paysans pour organiser le soutien.

Correspondant HR

• Maillefert-Amos (Orléans)

Des travailleurs en lutte dénoncent des traitres à la classe ouvrière

Les travailleurs de Maillefert-Amos (fabrique de meubles d'art dans une ZI d'Orléans) sont en grève illimitée depuis le 23 février, pour des revendications de salaire (augmentation, prime de vacances de 300 F et

« équité » dans l'attribution des augmentations : 7 délégués se trouvent sanctionnés à ce sujet) et de réduction du temps de travail.

Depuis le 23, ils font entendre leur voix dans toute la ville, par tracts et voitu-

res « publicitaires » et depuis quelques jours, ils vont s'adresser aux travailleurs aux portes des usines, à l'aide d'une puissante sono.

Vendredi 4, ils appelaient à un meeting de soutien aux portes de leur entreprise (organisé par leurs sec-CGT) à la sortie des non-grévistes.

Des adhérents et militants CGT en grève y ont dénoncé des adhérents CGT non-grévistes et particulièrement un ancien délégué syndical CGT, membre du PCF interpellé avec la sono à la sortie du « travail ».

Les permanents et autres partis de l'UL CGT présents n'en revenaient pas et étaient verts de colère !

Aujourd'hui, dans les combats de classe qu'ils mènent, les travailleurs ouvrent les yeux sur ceux qui les trompent et les trahissent !

Echo d'un congrès CGT à Grenoble

À Grenoble, quelques 500 délégués ont participé au 45^e Congrès de l'UD CGT, en présence de Séguéy.

Prospectus publicitaires pour la VO banderoles : « Pour nos revendications, pour le Programme commun, pour la démocratie » : pendant 2 jours tout sera placé sous l'angle du Programme commun présenté dans toutes les interventions comme seule issue aux problèmes des travailleurs, avec appel à voter dès le 1^{er} tour des municipales pour l'Union de la gauche, Séguéy disait par exemple : « Croyez-vous qu'avec une municipalité de droite à Grenoble, nous pourrions en même temps que ce congrès inaugurer une nouvelle Bourse du travail ? »

Des luttes, on en a parlé bien sûr un peu, mais de quelle façon ! Rien de concret : quelles formes de lutte se sont données les travailleurs, comment ils ont fait céder le patron etc.

« Il y a des problèmes de licenciements à la Sescocem,

à RPT Roussillon ? C'est la faute au gouvernement... Il faut nationaliser ces usines, seul le Programme commun peut le faire... »

La lutte actuelle des travailleurs de Raymond Boutons a été citée maintes et maintes fois (même par Séguéy) mais jamais il n'a été dit que ces travailleurs se battaient pour 250 F d'augmentation pour tous.

Nombreuses ont été les interventions de secrétaires d'Unions locales ou de cadres (responsable de la commission départementale jeunesse, ou membre de commissions exécutives de l'UD).

On a appris aussi que de plus en plus les cadres (CGT-ICT) rentraient dans l'action syndicale mais « il faut les mobiliser sur leurs revendications propres et ne pas leur demander de porter le drapeau les jours de grève » (!!!!) et « on a besoin d'eux pour faire appliquer le Programme commun ».

La diffusion de « La Vie Ouvrière » (en baisse constante de vente depuis 1974) a fait l'objet d'un débat : jamais sur son conte-

nu mais toujours sur quel petit truc trouvé pour essayer d'augmenter la vente (intégration au timbre, abonnement qu'on reçoit directement chez soi etc.)

Le vendredi, au repas, nous avons eu droit à la retransmission par haut-parleur du passage de Séguéy à l'émission de France Inter « 13-14 », ceci a coupé court à toute discussion que les participants de différentes usines auraient pu avoir entre eux pour échanger leurs expériences de lutte, à ce moment privilégié du repas.

Ce même jour, sont arrivés les représentants des partis de gauche (PS, PC), une importante délégation de travailleurs de J. B. Martin (Voiron) en lutte contre les licenciements et deux ou trois délégués CGT de Raymond Boutons. Toute la salle a alors scandé « Union, Action, Programme commun ».

On s'est vraiment demandé si on assistait à une campagne électorale...

Une lectrice qui participait au Congrès.

COMMUNIQUE

Pour la manifestation et le meeting organisés par l'Humanité rouge samedi 19 mars, au mur des Fédérés et à la Mutualité des bandeaux sont disponibles à l'administration dès maintenant.

MEETING DE L'HUMANITE ROUGE

Salle patronage laïque
72, avenue Félix Faure
Paris 15^e
SAMEDI 12 MARS
15 H à 18 H